



## Assemblée générale

Distr.  
GÉNÉRALE

A/50/615/Add.1  
11 décembre 1995  
FRANÇAIS  
ORIGINAL : ARABE

---

Cinquantième session  
Point 12 de l'ordre du jour

### RAPPORT DU CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

#### Rapport de la Deuxième Commission (Partie II)\*

Rapporteur : Basheer F. ZOUBI (Jordanie)

#### I. INTRODUCTION

1. À sa 3e séance plénière, le 22 septembre 1995, l'Assemblée générale, sur la recommandation du Bureau, a décidé d'inscrire à l'ordre du jour de sa cinquantième session la question intitulée "Rapport du Conseil économique et social" et de renvoyer à la Deuxième Commission les chapitres du rapport du Conseil (A/50/3)<sup>1</sup> devant être examinés au titre des points pertinents de l'ordre du jour (voir A/C.2/50/1).

2. La Deuxième Commission a examiné la question à ses 15e, 16e, 29e, 32e, 40e et 42e séances, le 26 octobre, les 10, 14 et 30 novembre et le 8 décembre. On trouvera un résumé du débat général de la Commission sur la question dans les comptes rendus analytiques correspondants (A/C.2/50/SR.15, 16, 29, 32, 40 et 42). L'attention est également appelée sur le débat général qu'a tenu la Commission de sa 3e à sa 8e séance, les 3, 4, 9, 10 et 11 octobre (voir A/C.2/50/SR.3 à 8).

3. Pour l'examen de la question, la Commission était saisie des documents ci-après :

a) Chapitres pertinents du rapport de 1995 du Conseil économique et social (A/50/3)<sup>1</sup>;

---

\* Le rapport de la Commission sur cette question paraîtra en deux parties (voir aussi A/50/615).

<sup>1</sup> La version définitive du rapport paraîtra en tant que Supplément No 3 des Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquantième session (A/50/3/Rev.1).

b) Rapport du Secrétaire général sur l'action préventive et l'intensification de la lutte contre le paludisme dans les pays en développement, en particulier en Afrique (A/50/180-E/1995/63);

c) Rapport du Secrétaire général sur l'eau salubre et l'assainissement pour tous : progrès accomplis pendant la première moitié des années 90 (A/50/213-E/1995/87);

d) Notes du Secrétaire général transmettant le rapport du Corps commun d'inspection intitulé "Les programmes de communication pour le développement dans le système des Nations Unies" (A/50/126-E/1995/20) et les observations du Comité administratif de coordination à ce sujet (A/50/126/Add.1-E/1995/20/Add.1);

e) Note du Secrétaire général sur le Prix des Nations Unies en matière de population (A/50/132);

f) Note du Secrétaire général transmettant le rapport du Directeur général de l'Organisation mondiale de la santé sur les progrès accomplis dans la mise en oeuvre de la stratégie mondiale de lutte contre le sida (A/50/175-E/1995/57);

g) Note du Secrétaire général transmettant le rapport établi par la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale sur les répercussions économiques et sociales des colonies de peuplement israéliennes sur le peuple palestinien dans le territoire palestinien, y compris Jérusalem, occupé depuis 1967, et sur la population arabe du Golan syrien occupé (A/50/262-E/1995/59);

h) Note du Secrétaire général sur la révision des règles générales du Programme alimentaire mondial et la transformation du Comité des politiques et programmes d'aide alimentaire en Conseil d'administration du Programme alimentaire mondial (A/50/706);

i) Lettre datée du 2 octobre 1995, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent des Philippines auprès de l'Organisation des Nations Unies qui transmettait la Déclaration ministérielle du Groupe des 77 adoptée lors de la dix-neuvième réunion annuelle des ministres des affaires étrangères du Groupe des 77, tenue au Siège de l'Organisation des Nations Unies, à New York, le 29 septembre 1995 (A/50/518).

4. À la 15e séance, le 26 octobre, des déclarations liminaires ont été faites par le Directeur de la Division de la coordination des politiques et des affaires du Conseil économique et social du Département de la coordination des politiques et du développement durable, le Directeur par intérim du Programme mondial de lutte contre le sida de l'Organisation mondiale de la santé et l'Inspecteur du Corps commun d'inspection (voir A/C.2/50/SR.15).

## II. EXAMEN DE PROPOSITIONS

A. Projet de résolution publié sous la cote A/C.2/50/L.3

5. Dans sa résolution 1995/46 du 27 juillet 1995, le Conseil économique et social a recommandé à l'Assemblée générale d'adopter un projet de résolution intitulé "Eau potable et assainissement" (voir A/C.2/50/L.3).

6. À la 40e séance, le 30 novembre, le Vice-Président de la Commission, M. Max Stadthagen (Nicaragua) a informé la Commission des résultats des consultations officielles tenues sur le projet de résolution qu'il a révisé oralement en insérant un nouveau troisième alinéa du préambule, dont le texte était le suivant :

"Rappelant en outre sa résolution 47/193 du 22 décembre 1992, dans laquelle elle a proclamé le 22 mars de chaque année Journée mondiale de l'eau,".

7. À la même séance, la Commission a adopté le projet de résolution publié sous la cote A/C.2/50/L.3, tel qu'il avait été révisé oralement (voir par. 26, projet de résolution I).

B. Projet de résolution publié sous la cote A/C.2/50/L.4

8. Dans sa résolution 1995/3 du 13 juillet 1995, le Conseil économique et social a recommandé à l'Assemblée générale d'adopter un projet de résolution intitulé "Objectif fixé pour les annonces de contributions au Programme alimentaire mondial pour la période 1997-1998" (voir A/C.2/50/L.4).

9. À la 40e séance, le 30 novembre, le Vice-Président de la Commission, M. Max Stadthagen (Nicaragua) a informé la Commission des résultats des consultations officielles tenues sur le projet de résolution.

10. À la même séance, la Commission a adopté le projet de résolution publié sous la cote A/C.2/50/L.4 (voir par. 26, projet de résolution II).

C. Projets de résolution A/C.2/50/L.10 et A/C.2/50/L.42

11. À la 29e séance, le 10 novembre, le représentant des Philippines a, au nom des États Membres de l'Organisation des Nations Unies qui sont membres du Groupe des 77 et de la Chine présenté un projet de résolution (A/C.2/50/L.10) intitulé "Action préventive et intensification de la lutte contre le paludisme dans les pays en développement, en particulier en Afrique", dont le texte était le suivant :

"L'Assemblée générale,

Réaffirmant sa résolution 49/135 du 19 décembre 1994,

Rappelant les résolutions 1994/34 en date du 29 juillet 1994 et 1995/63 en date du 28 juillet 1995 du Conseil économique et social,

/...

Vivement préoccupée par le fait que le paludisme cause chaque année 4 millions de décès, que des centaines de millions de cas de paludisme sont signalés tous les ans et que les principales victimes sont les nourrissons et les enfants âgés de moins de 5 ans,

Alarmée par la perte de vies humaines, la profonde dégradation de la qualité de la vie et le ralentissement du développement social et économique des pays en développement qu'entraîne le paludisme, malgré la mise au point de nouveaux vaccins,

Réaffirmant les conclusions adoptées d'un commun accord par le Conseil économique et social, au cours du débat qu'il a consacré aux questions de coordination lors de sa session de fond de 1993, sur la coordination des politiques et activités des institutions spécialisées et autres organes du système des Nations Unies dans les domaines de l'action préventive et de l'intensification de la lutte contre le paludisme et les maladies diarrhéiques, en particulier le choléra<sup>2</sup>,

Consciente qu'il importe que les pays où le paludisme existe à l'état endémique adoptent des plans d'action nationaux, conformément à la Stratégie mondiale de lutte antipaludique entérinée par la Conférence ministérielle sur le paludisme tenue à Amsterdam en 1992 et par l'Assemblée mondiale de la santé en 1993<sup>3</sup>,

1. Accueille avec satisfaction le rapport du Secrétaire général sur l'action préventive et l'intensification de la lutte contre le paludisme dans les pays en développement, en particulier en Afrique<sup>4</sup>;

2. Réaffirme qu'elle fait sienne la Stratégie mondiale de lutte antipaludique de l'Organisation mondiale de la santé;

3. Remercie l'Organisation mondiale de la santé et les institutions spécialisées concernées des efforts qu'elles font pour aider les pays en développement à lutter contre les maladies endémiques;

4. Prend note avec satisfaction des efforts que les pays touchés continuent de faire pour lutter contre la maladie, malgré la modicité de leurs ressources, en formulant des plans et projets nationaux, et invite instamment les pays touchés par la maladie qui ne l'ont pas encore fait à adopter des plans nationaux de lutte contre le paludisme conformément à la Stratégie mondiale de lutte antipaludique de l'Organisation mondiale de la santé;

---

<sup>2</sup> Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-huitième session, Supplément No 3 (A/48/3/Rev.1), chap. III, sect. B.

<sup>3</sup> Organisation mondiale de la santé, Stratégie mondiale de lutte antipaludique (Genève, 1993).

<sup>4</sup> A/50/180-E/1995/63.

5. Souligne qu'il est nécessaire de renforcer la mise en place de capacités nationales dans le contexte des soins de santé primaires afin de permettre aux pays en développement d'atteindre les objectifs de la Stratégie mondiale de lutte antipaludique, et de contribuer ainsi à l'amélioration de la santé d'une manière générale;

6. Fait siens les stratégies et plans de travail qui ont été mis au point dans le cadre de la collaboration entre les organes, organisations et programmes compétents du système des Nations Unies, l'Organisation mondiale de la santé ayant assumé la coordination des tâches, en vue d'apporter un soutien optimal aux pays en développement touchés et d'atteindre ainsi les buts et objectifs fixés en matière d'action préventive et de lutte contre le paludisme et les maladies diarrhéiques;

7. Lance un appel à la communauté internationale, en particulier aux pays donateurs, leur demandant d'élargir les modalités de collecte de fonds, de fournir des ressources financières adéquates ainsi qu'une assistance médicale et technique aux pays en développement touchés pour leur permettre de mettre en oeuvre leurs plans et projets nationaux, et d'intensifier, à titre prioritaire, la recherche fondamentale et la recherche appliquée portant sur les vaccins antipaludiques;

8. Encourage le Directeur général de l'Organisation mondiale de la santé à poursuivre ses efforts pour mobiliser les organisations internationales, les institutions financières multilatérales, les institutions spécialisées, les organismes et programmes du système des Nations Unies ainsi que les organisations non gouvernementales et d'autres groupes, afin qu'ils fournissent aux pays en développement touchés, en particulier aux pays africains, des ressources techniques, médicales et financières, ainsi qu'une assistance qui permettent de prendre les mesures prévues dans les plans nationaux de ces pays pour maîtriser le paludisme;

9. Se félicite de la proposition formulée par le Secrétaire général, au sujet de la lutte contre le paludisme en Afrique, dans son "Initiative pour l'Afrique";

10. Accueille avec satisfaction l'accord signé entre le docteur Manuel Elkin Patarroyo (Colombie) et l'Organisation mondiale de la santé, en mai 1995, aux termes duquel le docteur Patarroyo a fait don à l'Organisation mondiale de la santé du vaccin SPf-66, accord qui représente un exemple de solidarité et d'efficace coopération Sud-Sud en faveur du développement, et appuie la demande de l'Organisation mondiale de la santé tendant à ce que des ressources additionnelles soient allouées à la recherche sur le paludisme dans le cadre du Programme spécial de recherche et de formation concernant les maladies tropicales du Programme des Nations Unies pour le développement/Banque mondiale/Organisation mondiale de la santé afin que le Programme spécial atteigne son but, à savoir la mise au point d'un vaccin efficace contre le paludisme;

11. Prie le Secrétaire général de lui présenter, à sa cinquante et unième session, un rapport intérimaire du Directeur général de l'Organisation mondiale de la santé sur la mise en oeuvre des stratégies et plans de travail qui seront établis en collaboration avec les autres organes, organisations, organismes et programmes du système des Nations Unies."

12. À la 40e séance, le 30 novembre, le Vice-Président de la Commission, M. Max Stadthagen (Nicaragua) a présenté un projet de résolution (A/C.2/50/L.42), présenté à l'issue de consultations officielles tenues sur le projet de résolution A/C.2/50/L.10.

13. À la même séance, la Commission a adopté le projet de résolution A/C.2/50/L.42 (voir par. 26, projet de résolution III).

14. Le projet de résolution A/C.2/50/L.42 ayant été adopté, le projet de résolution A/C.2/50/L.10 a été retiré par ses auteurs.

D. Projet de résolution A/C.2/50/L.13

15. À la 32e séance, le 14 novembre, le représentant de l'Égypte a présenté un projet de résolution A/C.2/50/L.13 intitulé "Répercussions économiques et sociales des colonies de peuplement israéliennes sur le peuple palestinien dans le territoire palestinien, y compris Jérusalem, occupé depuis 1967, et sur la population arabe du Golan syrien occupé", au nom des représentants du Bangladesh, de Cuba, de l'Égypte (en sa qualité de Président du Groupe des États arabes pour le mois de novembre), de l'Indonésie et de la Malaisie.

16. À la 40e séance, le 30 novembre, le Vice-Président de la Commission, M. Max Stadthagen (Nicaragua) a informé la Commission des résultats des consultations officielles tenues sur le projet de résolution.

17. À la même séance, la Commission a, à l'issue d'un vote enregistré, adopté le projet de résolution A/C.2/50/L.13 par 91 voix contre 2, avec 22 abstentions (voir par. 26, projet de résolution IV)<sup>5</sup>. Les voix se sont réparties comme suit :

<u>Ont voté pour</u> :	Albanie, Afrique du Sud, Algérie, Allemagne, Andorre, Arabie saoudite, Argentine, Arménie, Australie, Autriche, Bahreïn, Bangladesh, Bhoutan, Bolivie, Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Burkina Faso, Canada, Chili, Chine, Chypre, Cuba, Danemark, Égypte, Émirats arabes unis, Équateur, Espagne, Estonie, ex-République yougoslave de
------------------------	--

---

<sup>5</sup> Les représentants du Cameroun, de la Colombie, du Honduras, du Nigéria, du Qatar, de Sri Lanka et du Yémen ont par la suite fait savoir que, s'ils avaient été présents lors du vote, ils auraient voté pour le projet de résolution; la délégation hongroise a indiqué ultérieurement que, si elle avait été présente lors du vote, elle se serait abstenue. La délégation mongole a fait savoir qu'elle avait eu l'intention de voter pour le projet de résolution.

Macédoine, Finlande, France, Grèce, Guyana, Haïti, Îles Salomon, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Irlande, Italie, Jamahiriya arabe libyenne, Jamaïque, Japon, Jordanie, Kenya, Koweït, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Malaisie, Maldives, Malte, Maroc, Maurice, Mauritanie, Mexique, Myanmar, Namibie, Nicaragua, Niger, Norvège, Nouvelle-Zélande, Oman, Ouganda, Pakistan, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Portugal, République arabe syrienne, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Samoa, Sénégal, Singapour, Slovaquie, Soudan, Suède, Suriname, Thaïlande, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turquie, Venezuela, Zambie.

Ont voté contre : Israël, États-Unis d'Amérique.

Se sont abstenus : Antigua-et-Barbuda, Bahamas, Bélarus, Belize, Cambodge, Congo, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Croatie, Éthiopie, Fédération de Russie, Gabon, Îles Marshall, Malawi, Micronésie (États fédérés de), Mongolie, Népal, Panama, Pologne, République tchèque, Ukraine, Uruguay.

18. Après l'adoption du projet de résolution, les représentants de la Jamahiriya arabe libyenne, de l'Australie et de la République islamique d'Iran ont fait des déclarations pour expliquer leur vote. L'observateur de la Palestine a également fait une déclaration (A/C.2/49/SR.40).

#### E. Projet de décision A/C.2/50/L.37

19. À la 40e séance, le 30 novembre, le Vice-Président de la Commission, M. Max Stadthagen (Nicaragua), a présenté, à l'issue de consultations officieuses, un projet de décision (A/C.2/50/L.37) intitulé "Fonds des Nations Unies pour la population : arrangements institutionnels" et informé la Commission que l'alinéa du préambule deviendrait un paragraphe du dispositif, les mots "Prenant note" étant remplacés par "Prend note".

20. À la même séance, la Commission a adopté le projet de décision A/C.2/50/L.37, tel qu'il avait été révisé oralement (voir par. 27, projet de décision I).

#### F. Projets de résolution A/C.2/50/L.14 et A/C.2/50/L.64

21. À la 32e séance, le 14 novembre, le représentant des Philippines, a, au nom des États Membres de l'Organisation des Nations Unies qui sont membres du Groupe des 77 et de la Chine, présenté un projet de résolution (A/C.2/50/L.14) intitulé "La communication pour le développement". Par la suite, le Kirghizistan s'est joint aux auteurs du projet de résolution dont le texte était le suivant :

/...

"L'Assemblée générale,

Ayant examiné le rapport du Corps commun d'inspection intitulé "Les programmes de communication pour le développement dans le système des Nations Unies"<sup>6</sup> ainsi que les observations du Comité administratif de coordination sur ce rapport<sup>7</sup>,

Notant qu'il est nécessaire d'améliorer la communication pour le développement au sein du système des Nations Unies de façon à garantir l'efficacité de la coordination et de la coopération interorganisations,

Considérant le rôle central de la communication pour le succès des programmes de développement des organismes des Nations Unies et pour l'amélioration de l'interaction entre les acteurs du développement, à savoir les organisations, organismes, fonds et programmes des Nations Unies, les gouvernements et les organisations non gouvernementales,

Considérant aussi le rôle crucial des commissions régionales en vue de développer la communication en tant qu'instrument important pour le développement des pays en développement,

Considérant en outre la nécessité d'une coordination de la communication qui soit transparente et touche tous les organismes des Nations Unies de façon à améliorer la planification, la formulation et l'exécution de programmes de développement dans l'intérêt de la communauté internationale, en particulier des pays en développement,

Consciente de la nécessité d'intensifier les efforts visant à réduire encore les coûts administratifs et coûts connexes des diverses activités des organisations, organismes, fonds et programmes des Nations Unies sans compromettre l'efficacité globale de l'exécution des programmes de développement du système des Nations Unies en tant que partenaire du développement des pays en développement,

Notant que le Corps commun d'inspection va établir une autre étude consacrée à l'examen des télécommunications et autres technologies liées à l'information dans le système des Nations Unies,

1. Prend note du rapport du Corps commun d'inspection intitulé "Les programmes de communication pour le développement dans le système des Nations Unies"<sup>6</sup> ainsi que des observations du Comité administratif de coordination sur ce rapport<sup>7</sup>;

2. Souligne le rôle important de la communication pour le développement en vue de renforcer la transparence de la coordination

---

<sup>6</sup> A/50/126-E/1995/20, annexe.

<sup>7</sup> A/50/126/Add.1-E/1995/20/Add.1, annexe.



dans l'ensemble du système des Nations Unies en tant que partenaire du développement des pays en développement;

3. Souligne aussi la nécessité d'intensifier les travaux consacrés à la communication pour le développement en vue de faciliter la coopération interorganisations et de renforcer au maximum les effets produits par les programmes de développement des organismes concernés;

4. Souligne en outre le rôle que joue une communication efficace pour faire connaître les résultats et les activités de suivi des grandes conférences des Nations Unies et pour garantir que ces informations parviennent effectivement aux diverses organisations non gouvernementales, y compris au niveau local;

5. Considère que le mécanisme officieux des tables rondes, qui rassemble des experts de la communication pour le développement et des représentants d'entités des Nations Unies, dont le Département de l'information du Secrétariat, est l'instance qui convient pour continuer à étudier comment utiliser la communication pour améliorer le rôle du système des Nations Unies en tant que partenaire du développement et, à cet égard, préconise également, le cas échéant, la participation d'autres organismes, y compris des commissions régionales;

6. Prie le Corps commun d'inspection de tenir compte des besoins des pays en développement en matière de communication pour le développement dans l'étude qu'il fera sur les télécommunications et autres technologies liées à l'information dans le système des Nations Unies;

7. Souligne que les organisations, organismes, fonds et programmes des Nations Unies doivent mettre au point une approche systématique en vue du renforcement des moyens de communication pour le développement, en particulier en ce qui concerne la formation d'agents d'exécution, de spécialistes du développement et de techniciens, ainsi que de planificateurs et de spécialistes de la communication, en particulier dans les pays en développement;

8. Invite les organisations, organismes, fonds et programmes des Nations Unies, ainsi que les gouvernements et les commissions régionales à créer des organes de liaison afin de faciliter le dialogue et l'échange d'informations sur la communication pour le développement de façon à renforcer la coordination et la coopération internationale dans ce domaine;

9. Demande à la communauté des donateurs de fournir des ressources suffisantes pour appuyer et développer les activités de communication pour le développement, en particulier celles qui sont destinées aux pays en développement, et, à cet égard, encourage aussi l'utilisation de modalités et de mécanismes de financement appropriés dans le contexte de la coopération internationale;

/...

10. Prie le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, conformément au mandat de cette dernière dans le domaine de la communication, de lui faire rapport à sa cinquante et unième session sur l'application de la présente résolution."

22. À la 42e séance, le 8 décembre, le Vice-Président de la Commission, M. Max Stadthagen (Nicaragua), a présenté, à l'issue de consultations officielles tenues sur le projet de résolution A/C.2/50/L.14., un projet de résolution (A/C.2/50/L.64) intitulé "Programmes de communication pour le développement dans le système des Nations Unies". Lors de la présentation de ce projet, il l'a révisé oralement en supprimant du paragraphe 7 le membre de phrase "Prend note de la décision 5.3 adoptée par le Conseil d'administration de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture à sa cent trente-neuvième session, par laquelle le Conseil a prié le Corps commun d'inspection d'effectuer une étude sur les télécommunications et techniques d'information connexes dans le système des Nations Unies" et en ajoutant le reste du paragraphe "et, dans ce contexte, invite le Corps commun d'inspection à tenir compte des besoins des pays en développement" à la fin du paragraphe 1.

23. À la même séance, la Commission a adopté le projet de résolution A/C.2/50/L.64 tel qu'il avait été révisé oralement (voir par. 26, projet de résolution V).

24. Le projet de résolution A/C.2/50/L.64 ayant été adopté, le projet de résolution A/C.2/50/L.14 a été retiré par ses auteurs.

#### G. Documents relatifs au rapport du Conseil économique et social

25. À sa 42e séance, le 8 décembre, sur la proposition du Président, la Commission a décidé de recommander à l'Assemblée générale de prendre acte des documents concernant ce point pour lesquels aucun projet de proposition n'avait été présenté (voir par. 27, projet de décision II).

### III. RECOMMANDATIONS DE LA DEUXIÈME COMMISSION

26. La Deuxième Commission recommande à l'Assemblée générale d'adopter les projets de résolution ci-après :

#### PROJET DE RÉOLUTION I

##### Eau potable et assainissement

##### L'Assemblée générale,

Rappelant sa résolution 35/18 du 10 novembre 1980, dans laquelle elle a proclamé la période 1981-1990 Décennie internationale de l'eau potable et de l'assainissement,

Rappelant également sa résolution 45/181 du 21 décembre 1990, dans laquelle elle se déclarait vivement préoccupée par la lenteur des progrès réalisés en ce

/...

qui concerne la fourniture de services d'approvisionnement en eau et d'assainissement,

Rappelant en outre sa résolution 47/193 du 22 décembre 1992, dans laquelle elle a proclamé le 22 mars de chaque année Journée mondiale de l'eau,

Ayant présent à l'esprit le fait que la deuxième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés, qui s'est tenue à Paris du 3 au 14 septembre 1990, le Sommet mondial pour l'enfance, qui s'est tenu à New York les 29 et 30 septembre 1990, la Stratégie mondiale du logement jusqu'à l'an 2000 et la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, qui a eu lieu à Rio de Janeiro du 3 au 14 juin 1992, ont souligné à nouveau la nécessité de fournir à tous, sur une base durable, un accès à l'eau salubre en quantité suffisante et à l'assainissement,

Notant avec une profonde préoccupation qu'à l'allure actuelle, l'approvisionnement en eau potable sera insuffisant pour satisfaire les besoins d'un grand nombre de gens d'ici à l'an 2000 et que l'absence de progrès dans la fourniture de services d'assainissement de base risque d'avoir des répercussions dramatiques du point de vue de l'environnement et de la santé dans un avenir proche,

1. Prend acte avec satisfaction du rapport du Secrétaire général sur les progrès réalisés en ce qui concerne l'approvisionnement en eau salubre et l'assainissement pour tous pendant la première moitié des années 90<sup>8</sup>;

2. Prend note des stratégies du programme d'approvisionnement en eau et d'assainissement adoptées par le Conseil d'administration du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) à sa session annuelle de 1995<sup>9</sup> et de la résolution AFR/RC 43/R2 du Comité régional pour l'Afrique de l'Organisation mondiale de la santé, dans laquelle le Comité a approuvé le "Réseau Afrique 2000" concernant l'approvisionnement en eau et l'assainissement en Afrique;

3. Demande aux gouvernements de mettre pleinement en oeuvre les dispositions relatives aux ressources en eau en général et à l'approvisionnement en eau et à l'assainissement en particulier, telles qu'elles figurent dans le chapitre 18 d'Action 21<sup>10</sup>, et les recommandations formulées par la Commission du développement durable à ses deuxième et troisième sessions<sup>11</sup>, notamment celles

---

<sup>8</sup> A/50/213 - E/1995/87.

<sup>9</sup> Voir E/1995/L.23, sect. IV, décision 1995/22.

<sup>10</sup> Rapport de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, Rio de Janeiro, 3-14 juin 1992 (publication des Nations Unies, numéro de vente F.93.I.8 et rectificatif), vol. I : Résolutions adoptées par la Conférence, résolution 1, annexe II.

<sup>11</sup> Voir Documents du Conseil économique et social, 1994, Supplément No 13 (E/1994/33/Rev.1); et ibid, 1995, Supplément No 12 (E/1995/32).

contenues dans le Programme d'action de la Conférence ministérielle sur l'eau potable et l'assainissement organisée par le Gouvernement des Pays-Bas les 22 et 23 mars 1994<sup>12</sup> et, en particulier :

a) D'élaborer, de revoir ou de réviser d'ici à 1997, et de mettre en oeuvre, dans le cadre d'une stratégie nationale de développement durable, conforme à l'Action 21, des mesures concernant l'approvisionnement en eau potable et l'assainissement, en tenant compte des objectifs définis par le Sommet mondial pour l'enfance;

b) D'entreprendre, selon qu'il est nécessaire, des réformes juridiques, réglementaires et institutionnelles afin de décentraliser la gestion des ressources en eau et de la ramener au niveau de responsabilité le plus bas possible, avec la participation des usagers eux-mêmes et du secteur privé, et d'adopter des stratégies de renforcement des capacités;

c) D'accorder un rang de priorité élevé aux programmes concernant les services d'assainissement de base et les systèmes de traitement des excréments dans les zones urbaines et rurales, ainsi que ceux relatifs au traitement des eaux usées, en prenant des dispositions pour assurer la participation de la communauté;

d) De formuler et de mettre en oeuvre des stratégies d'investissement et des politiques de recouvrement des coûts visant à assurer un flux de ressources financières correspondant aux besoins, en tenant compte des demandes et de la situation des pauvres habitant dans les zones rurales et périurbaines;

e) D'établir ou de renforcer un système national de surveillance des eaux et de l'assainissement, en recourant pleinement, dans la mesure du possible, au système d'appui en matière d'information mis au point par le Programme commun OMS/UNICEF de surveillance de l'eau et de l'assainissement;

4. Demande aux organismes des Nations Unies et aux autres organismes compétents d'intensifier leurs efforts en matière d'appui financier et technique aux pays en développement et aux pays en transition;

5. Prie instamment les gouvernements donateurs, les institutions financières multilatérales, les organismes d'aide au développement et les organisations non gouvernementales d'examiner favorablement et de manière appropriée les demandes de subventions et d'aide financière concessionnelle, en particulier lorsqu'il s'agit de projets relatifs à l'assainissement et au traitement des eaux usées qui s'inscrivent dans le contexte de l'exécution des programmes conformes aux dispositions et recommandations visées au paragraphe 3 de la présente résolution;

6. Décide de réexaminer, à sa cinquante-cinquième session, la situation à la fin des années 90 et demande au Secrétaire général de lui présenter, par l'intermédiaire de la Commission du développement durable et du Conseil économique et social, un rapport contenant une évaluation de la situation en

---

<sup>12</sup> Voir E/CN.17/1994/12, annexe.

matière d'approvisionnement en eau et d'assainissement dans les pays en développement accompagnée de propositions concernant les mesures qui pourraient être prises pendant la décennie suivante aux niveaux national et international.

## PROJET DE RÉSOLUTION II

### Objectif fixé pour les annonces de contributions au Programme alimentaire mondial pour la période 1997-1998

L'Assemblée générale,

Rappelant les dispositions de sa résolution 2095 (XX) du 20 décembre 1965 prévoyant que le Programme alimentaire mondial serait examiné avant chaque conférence d'annonce de contributions,

Notant que le Programme a été examiné par le Comité des politiques et programmes d'aide alimentaire du Programme alimentaire mondial à sa trente-septième session et par le Conseil économique et social à sa session de fond de 1994,

Ayant examiné la résolution 1995/3 du Conseil économique et social en date du 13 juillet 1995 et les observations du Comité des politiques et programmes d'aide alimentaire<sup>13</sup>,

Considérant l'importance de l'aide alimentaire multilatérale fournie par le Programme alimentaire mondial depuis sa création et la nécessité pour le Programme de poursuivre son action, tant sous la forme d'investissements que pour répondre aux besoins alimentaires d'urgence,

1. Fixe un objectif de 1,3 milliard de dollars pour les contributions volontaires à verser au Programme alimentaire mondial au cours de la période 1997-1998;

2. Demande instamment aux États Membres de l'Organisation des Nations Unies et aux membres et membres associés de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, ainsi qu'aux organismes donateurs compétents, de tout mettre en oeuvre pour que cet objectif soit pleinement atteint;

3. Prie le Secrétaire général, agissant en concertation avec le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, de convoquer à cet effet, en 1996, une conférence d'annonce de contributions au Siège de l'Organisation des Nations Unies.

---

<sup>13</sup> Voir E/1995/96.

PROJET DE RÉOLUTION III

Action préventive et intensification de la lutte  
contre le paludisme dans les pays en développement,  
en particulier en Afrique

L'Assemblée générale,

Réaffirmant sa résolution 49/135 du 19 décembre 1994,

Rappelant les résolutions 1994/34 et 1995/63 du Conseil économique et social, en date respectivement du 29 juillet 1994 et du 28 juillet 1995,

Vivement préoccupée par le fait que le paludisme cause chaque année 4 millions de décès, que des centaines de millions de cas de paludisme sont signalés tous les ans et que les principales victimes sont les nourrissons et les enfants de moins de 5 ans,

Alarmée par la perte de vies humaines, la profonde dégradation de la qualité de la vie et le fait que le développement social et économique des pays en développement est entravé par le paludisme malgré la mise au point de nouveaux vaccins,

Rappelant les conclusions adoptées d'un commun accord par le Conseil économique et social, au cours du débat qu'il a consacré aux questions de coordination lors de sa session de fond de 1993, sur la coordination des politiques et activités des institutions spécialisées et autres organes des Nations Unies dans les domaines de l'action préventive et de l'intensification de la lutte contre le paludisme et les maladies diarrhéiques, en particulier le choléra<sup>14</sup>,

Consciente qu'il importe que les pays où le paludisme existe à l'état endémique adoptent des plans d'action nationaux, conformément à la Stratégie mondiale de lutte antipaludique de l'Organisation mondiale de la santé<sup>15</sup>, qui a été entérinée par la Conférence ministérielle sur le paludisme tenue à Amsterdam en 1992 et par l'Assemblée mondiale de la santé en 1993,

1. Prend note avec satisfaction du rapport du Secrétaire général sur l'action préventive et l'intensification de la lutte contre le paludisme dans les pays en développement, en particulier en Afrique<sup>16</sup>;

---

<sup>14</sup> Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-huitième session, Supplément No 3 (A/48/3/Rev.1), chap. III, sect. B.

<sup>15</sup> Organisation mondiale de la santé, Stratégie mondiale de lutte antipaludique (Genève, 1993).

<sup>16</sup> A/50/180-E/1995/63.

2. Réaffirme qu'elle fait sienne la Stratégie mondiale de lutte antipaludique de l'Organisation mondiale de la santé, telle qu'elle a été adoptée;

3. Remercie l'Organisation mondiale de la santé et les institutions spécialisées concernées des efforts qu'elles font pour aider les pays en développement à lutter contre les maladies endémiques;

4. Prend note avec satisfaction des efforts que les pays touchés continuent de faire pour lutter contre la maladie, malgré la modicité de leurs ressources, en formulant des plans et projets nationaux, et invite instamment les pays touchés qui ne l'ont pas encore fait à adopter des plans nationaux de lutte contre le paludisme, conformément à la Stratégie mondiale de lutte antipaludique de l'Organisation mondiale de la santé;

5. Souligne qu'il faut renforcer la mise en place de capacités nationales dans le contexte des soins de santé primaires afin de permettre aux pays en développement d'atteindre les objectifs de la Stratégie mondiale de lutte antipaludique, en vue de contribuer à l'amélioration de la santé d'une manière générale;

6. Approuve les stratégies et plans de travail qui ont été élaborés dans le cadre d'un programme de collaboration entre les organes, organisations et programmes compétents des Nations Unies, l'Organisation mondiale de la santé ayant assuré la coordination des efforts, en vue d'apporter un soutien optimal aux pays en développement touchés pour atteindre les buts et objectifs fixés en matière d'action préventive et de lutte contre le paludisme et les maladies diarrhéiques;

7. Demande à la communauté internationale, en particulier aux pays donateurs, de développer, lorsque c'est possible, les mécanismes de collecte de fonds et de fournir des ressources financières ainsi qu'une assistance médicale et technique adéquates aux pays en développement touchés, en particulier aux pays africains et aux pays les moins avancés, pour assurer la bonne exécution des plans de travail et des projets et permettre la réalisation de progrès sensibles, à court terme comme à moyen terme, dans la lutte contre le paludisme et l'intensification, à titre prioritaire, de la recherche fondamentale et de la recherche appliquée portant sur les vaccins antipaludiques;

8. Encourage le Directeur général de l'Organisation mondiale de la santé, par l'intermédiaire de la Division de la lutte contre les maladies tropicales de cette organisation, à poursuivre ses efforts pour mobiliser les organisations internationales, les institutions financières multilatérales, les institutions spécialisées, les organismes et programmes des Nations Unies et les organisations non gouvernementales, ainsi que d'autres groupes, afin qu'ils fournissent aux pays en développement touchés, en particulier aux pays africains, des ressources et une assistance sur le plan technique, médical et financier, qui leur permettent de répondre aux besoins identifiés dans leurs plans nationaux de lutte contre le paludisme;

9. Se félicite de la proposition formulée par le Secrétaire général, au sujet de la lutte contre le paludisme en Afrique dans ses initiatives pour l'Afrique;

10. Accueille avec satisfaction l'accord signé entre le docteur Manuel Elkin Patarroyo (Colombie) et l'Organisation mondiale de la santé, en mai 1995, aux termes duquel le docteur Patarroyo a fait don à l'Organisation mondiale de la santé de l'ensemble de ses droits (brevets et savoir-faire) sur le vaccin antipaludique SPf-66 qu'il a mis au point, accord qui représente un exemple de solidarité et de coopération Sud-Sud efficace en faveur du développement, et appuie la demande de l'Organisation mondiale de la santé tendant à ce que des ressources additionnelles soient allouées à la recherche sur le paludisme dans le cadre du Programme spécial de recherche et de formation concernant les maladies tropicales du Programme des Nations Unies pour le développement/Banque mondiale/Organisation mondiale de la santé, afin que le Programme spécial atteigne son but, à savoir la mise au point d'un vaccin efficace contre le paludisme;

11. Prie le Secrétaire général de lui présenter, à sa cinquante et unième session, le rapport intérimaire du Directeur général de l'Organisation mondiale de la santé sur la mise en oeuvre des stratégies et plans de travail qui seront établis en collaboration avec les autres organes, organisations, organismes et programmes du système des Nations Unies.

#### PROJET DE RÉOLUTION IV

Répercussions économiques et sociales des colonies de peuplement israéliennes sur le peuple palestinien dans le territoire palestinien, y compris Jérusalem, occupé depuis 1967, et sur la population arabe du Golan syrien occupé

L'Assemblée générale,

Rappelant la résolution 1995/49 du Conseil économique et social, en date du 28 juillet 1995,

Réaffirmant le principe de la souveraineté permanente des populations sous occupation étrangère sur leurs ressources nationales,

Guidée par les principes de la Charte des Nations Unies, affirmant l'inadmissibilité de l'acquisition de territoire par la force, et rappelant les résolutions 242 (1967) et 497 (1981) du Conseil de sécurité, en date des 22 novembre 1967 et 17 décembre 1981, respectivement,

Rappelant la résolution 465 (1980) du Conseil de sécurité, en date du 1er mars 1980, et d'autres résolutions affirmant que la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre, du 12 août 1949<sup>17</sup>, est applicable au territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem, et aux autres territoires arabes occupés par Israël depuis 1967,

---

<sup>17</sup> Nations Unies, Recueil des Traités, vol. 75, No 973.



Rappelant également la résolution 904 (1994) du Conseil de sécurité, en date du 18 mars 1994, dans laquelle le Conseil a, notamment, demandé à Israël, puissance occupante, de continuer à prendre et à appliquer des mesures, y compris, entre autres, la confiscation des armes, afin de prévenir des actes de violence illégaux de la part des colons israéliens, et demandé que des mesures soient prises pour garantir la sécurité et la protection des civils palestiniens dans tout le territoire occupé,

Consciente des répercussions économiques et sociales graves et négatives des colonies de peuplement israéliennes sur le peuple palestinien dans le territoire palestinien, y compris Jérusalem, occupé depuis 1967, et sur la population arabe du Golan syrien occupé,

Se félicitant du processus de paix au Moyen-Orient lancé à Madrid, en particulier des deux accords d'application, à savoir l'Accord relatif à la bande de Gaza et à la région de Jéricho<sup>18</sup>, daté du 4 mai 1994, et l'Accord intérimaire relatif à la Cisjordanie et à la bande de Gaza, daté du 28 septembre 1995,

1. Prend acte du rapport du Secrétaire général<sup>19</sup>;
2. Réaffirme que les colonies de peuplement israéliennes dans le territoire palestinien, y compris Jérusalem, et les autres territoires arabes occupés depuis 1967 sont illégales et font obstacle au développement économique et social;
3. Est consciente des répercussions économiques et sociales des colonies de peuplement israéliennes sur le peuple palestinien dans le territoire palestinien, y compris Jérusalem, occupé par Israël depuis 1967, et sur la population arabe du Golan syrien occupé;
4. Réaffirme le droit inaliénable du peuple palestinien et de la population du Golan syrien occupé sur leurs ressources naturelles et toutes leurs autres ressources économiques, et considère toute violation de ce droit comme illégale;
5. Prie le Secrétaire général de lui présenter à sa cinquante et unième session, par l'intermédiaire du Conseil économique et social, un rapport sur les progrès réalisés dans l'application de la présente résolution.

---

<sup>18</sup> A/49/180-S/1994/727, annexe.

<sup>19</sup> A/50/262-E/1995/59.

PROJET DE RÉSOLUTION V

Programmes de communication pour le développement  
dans le système des Nations Unies

L'Assemblée générale,

Ayant examiné le rapport du Corps commun d'inspection intitulé "Les programmes de communication pour le développement dans le système des Nations Unies"<sup>20</sup>, ainsi que les observations du Comité administratif de coordination sur ce rapport<sup>21</sup>,

Notant qu'il est nécessaire d'améliorer la mise en place de capacités de communication au sein du système des Nations Unies de façon à garantir l'efficacité de la coordination et de la coopération interorganisations,

Considérant le rôle central de la communication pour le succès des programmes de développement des organismes des Nations Unies et pour l'amélioration de l'interaction entre les acteurs du développement, à savoir les organismes, organisations, fonds et programmes des Nations Unies, les gouvernements et les organisations non gouvernementales,

Considérant aussi que les commissions régionales peuvent, s'il y a lieu, jouer un rôle dans la mise en place de capacités de communication pour le développement des pays en développement,

Considérant en outre la nécessité d'une coordination transparente de la communication entre tous les organismes des Nations Unies de façon à améliorer la planification, la formulation et l'exécution de programmes de développement dans l'intérêt de la communauté internationale, en particulier des pays en développement,

Consciente de la nécessité d'intensifier les efforts visant à réduire encore les coûts administratifs et coûts connexes des diverses activités des organismes, organisations, fonds et programmes des Nations Unies et d'améliorer l'efficacité de l'exécution des programmes de développement du système des Nations Unies en tant que partenaire du développement des pays en développement,

Notant que le Corps commun d'inspection va établir une autre étude consacrée à l'examen des télécommunications et techniques d'information connexes dans le système des Nations Unies,

1. Prend note du rapport du Corps commun d'inspection intitulé "Les programmes de communication pour le développement dans le système des Nations Unies"<sup>20</sup> ainsi que des observations du Comité administratif de coordination sur ce rapport<sup>21</sup> et, dans ce contexte, invite le Corps commun d'inspection à tenir compte des besoins des pays en développement;

---

<sup>20</sup> A/50/126-E/1995/20, annexe.

<sup>21</sup> A/50/126/Add.1-E/1995/20/Add.1, annexe.

2. Souligne le rôle important que jouent les programmes de communication pour le développement dans le système des Nations Unies en accroissant la transparence de la coordination à l'échelle du système, entre autres, pour le développement des pays en développement;

3. Invite le Comité de l'information, conformément à son mandat et selon qu'il conviendra, à examiner cette question à sa prochaine session;

4. Souligne la nécessité de faciliter davantage la coopération interorganisations et de maximiser les effets produits par les programmes de développement des organismes concernés;

5. Souligne aussi le rôle que joue une communication efficace pour faire connaître les résultats et les activités de suivi des grandes conférences des Nations Unies et pour garantir que ces informations parviennent effectivement aux diverses organisations non gouvernementales, y compris au niveau local;

6. Encourage les organismes, organisations, fonds et programmes intéressés des Nations Unies, y compris les commissions régionales, selon qu'il convient, à utiliser les mécanismes officiels tels que les tables rondes pour améliorer les programmes de communication pour le développement dans le système des Nations Unies;

7. Souligne que les organismes, organisations, fonds et programmes intéressés des Nations Unies doivent mettre au point une approche systématique en vue du renforcement des moyens nécessaires pour la mise en place de capacités de communication, en particulier en ce qui concerne la formation d'agents d'exécution, de spécialistes du développement et de techniciens, ainsi que de planificateurs et de spécialistes de la communication, notamment dans les pays en développement;

8. Invite les organismes, organisations, fonds et programmes intéressés des Nations Unies, ainsi que les gouvernements et les commissions régionales, à envisager de désigner des responsables de la liaison afin de faciliter le dialogue dans l'échange d'informations sur la communication relative au développement, de façon à renforcer la coordination et la coopération internationales dans ce domaine;

9. Invite tous les pays, et en particulier la communauté des donateurs, à fournir, le cas échéant, des ressources pour appuyer les initiatives concernant la mise en place de capacités en faveur des pays en développement;

10. Prie le Secrétaire général, en consultation avec le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, conformément au mandat de cette dernière dans le domaine de la communication ainsi qu'à la résolution pertinente adoptée à la dernière session de sa Conférence générale, de lui rendre compte à sa cinquante et unième session et, par la suite, tous les deux ans, de l'application de la présente résolution.

\* \* \*

/...

27. La Deuxième Commission recommande à l'Assemblée générale d'adopter les projets de décision ci-après :

PROJET DE DÉCISION I

Fonds des Nations Unies pour la population : arrangements institutionnels

L'Assemblée générale :

a) Prend note de la décision 1995/231 du Conseil économique et social, en date du 13 juillet 1995, et de la décision 95/20 du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement et du Fonds des Nations Unies pour la population, en date du 14 juin 1995;

b) Approuve l'accord conclu entre le Programme des Nations Unies pour le développement et le Fonds des Nations Unies pour la population en vue de donner aux directeurs de pays résidents du FNUAP le titre de représentants du Fonds, étant entendu que le Fonds prendrait des mesures visant à resserrer ses liens de coopération avec les coordonnateurs résidents pour les activités opérationnelles des Nations Unies et soutiendrait activement ces derniers, compte tenu des dispositions de la résolution 47/199 de l'Assemblée générale, en date du 22 décembre 1992, et sous réserve que cet accord n'entraîne pas d'augmentation des dépenses d'administration du Fonds.

PROJET DE DÉCISION II

Documents relatifs au rapport du Conseil économique et social

L'Assemblée générale décide de prendre acte des documents ci-après :

a) Note du Secrétaire général sur le Prix des Nations Unies en matière de population (A/50/132);

b) Note du Secrétaire général transmettant le rapport du Directeur général de l'Organisation mondiale de la santé sur les progrès accomplis dans la mise en oeuvre de la stratégie mondiale de lutte contre le SIDA (A/50/175-E/1995/57);

c) Note du Secrétaire général sur la révision des règles générales du Programme alimentaire mondial et la transformation du Comité des politiques et programmes d'aide alimentaire en Conseil d'administration du Programme alimentaire mondial (A/50/706).

-----